

Dynamiques agraires et construction sociale du territoire

A C T E S D U S É M I N A I R E

26-28 avril 1999 - Montpellier, France

■ **CNEARC Montpellier**

UFR Dynamiques agraires, environnement
et stratégies de développement

■ **Université Toulouse Le Mirail**

Département de Géographie et Aménagement
Laboratoire "Dynamiques rurales"

Avril 2000

Collection

ETUDES ET TRAVAUX DU CNEARC

Une école comme le CNEARC produit de nombreux documents : mémoires de stage, compte-rendus de recherche, rapports de mission, documents pédagogiques etc. qui constituent une littérature "grise" dont le destin habituel est de tomber progressivement dans l'oubli, avant de disparaître totalement. Pourtant, certains de ces documents méritent d'être connus et diffusés plus largement car ils peuvent servir de documents de référence pour des travaux de synthèse ou des recherches particulières.

C'est pour lutter contre cette déperdition d'informations, de connaissances et d'expériences que cette collection a été créée. Elle se propose de publier une sélection des documents résultant des activités pédagogiques, scientifiques et de coopération du CNEARC.

Mais cette collection n'a pas seulement comme but de lutter contre l'oubli et de témoigner de la spécificité des productions du CNEARC. Elle se veut aussi un instrument de communication au sein du CNEARC et avec l'extérieur. En effet, le CNEARC est un établissement largement ouvert aux échanges et à la coopération avec des partenaires français ou étrangers, intéressés comme lui à la formation au service du développement rural. C'est pourquoi cette collection accueille également les publications de tous ceux, scientifiques, responsables de développement, d'ONG, formateurs..., qui, en relation avec le CNEARC, ont entrepris des travaux dont la diffusion peut contribuer à l'amélioration de la coopération Nord-Sud en matière de développement rural.

DK-475993.

Dynamiques agraires et développement rural.

Pour une analyse en termes de transition agraire

Philippe JOUVE
CNEARC Montpellier

Les dynamiques agraires qui sont à l'œuvre dans les pays industrialisés comme dans les pays en développement, induisent des changements dans les modes d'exploitation des milieux, la gestion des ressources naturelles et dans l'occupation de l'espace qui influent très directement sur la construction sociale des territoires. Plusieurs communications à ce séminaire le montrent de façon très claire, notamment la communication sur l'évolution historique de l'occupation de la vallée du Zambèze au Zimbabwe.

Dans cet exposé introductif qui fait suite à ceux de Marie-Claude Cassé et Anne-Marie Granié sur le territoire et les différentes perceptions qu'il suscite, j'ai pensé qu'il pourrait être utile à nos débats de réfléchir sur la notion de dynamique agraire et les facteurs et processus qui lui sont liés. Par ailleurs, abordant le thème des dynamiques agraires dans une école dont la mission est de former des cadres pour le développement rural, il m'a paru opportun d'élargir cette réflexion aux relations existant entre dynamiques agraires et développement.

En particulier, je voudrais montrer que l'analyse et la compréhension des dynamiques agraires ne sont pas un simple exercice spéculatif ayant pour but de faire progresser nos connaissances sur les milieux ruraux, mais constituent un préalable nécessaire dans l'élaboration de politiques et de stratégies de développement rural pertinentes.

Dans les PED ¹ (c'est surtout de ces pays dont je parlerai ici, même si un certain nombre des réflexions qui vont suivre peuvent s'appliquer aux pays industrialisés), on a assisté au cours des dernières décennies à une évolution très rapide des modes d'exploitation agricole des milieux. De ce fait, il en a résulté des dynamiques agraires fortes mais aussi contrastées.

Une des conséquences de ces fortes dynamiques

agraires, souvent soulignée, a été que les capacités endogènes d'adaptation des sociétés rurales qui avaient fait leur preuve au cours des périodes antérieures, ont été dépassées par la rapidité d'évolution des conditions d'exploitation des milieux occupés par ces sociétés.

C'est ce décalage entre changement et adaptation empirique au changement qui peut justifier une intervention externe de la part de la recherche et des structures de développement. Cela n'en garantit pas pour autant l'efficacité et ne dispense pas de valoriser les savoir et savoir-faire accumulés par les sociétés rurales qui ont su, en l'absence de recherche agronomique et de projets de développement, assurer jusqu'ici la durabilité de leur agriculture.

Les causes ou les facteurs de ces dynamiques agraires sont bien connus, même si leur poids respectif et leurs conséquences font l'objet de débats qui sont loin d'être clos ².

Dans les pays en développement, deux grands facteurs d'évolution des dynamiques agraires sont généralement invoqués. Le premier est la formidable croissance démographique qu'ont connue ces pays, le deuxième est l'ouverture au marché avec la monétarisation des échanges qui en a résulté.

Depuis le début du xx^e siècle, beaucoup de pays en développement ont vu leur population être multipliée par dix (Gendreau, 1996). Cette augmentation historique de population s'est traduite par une évolution très rapide des rapports entre population rurale et espace cultivable qui a modifié les modes d'exploitation du milieu, c'est-à-dire les systèmes techniques de production et, au delà, la gestion sociale des ressources et l'organisation des territoires.

Mais lorsqu'on s'intéresse à l'effet de cette croissance

¹ Pays En Développement.

² Voir à ce sujet l'article de Milleville et Serpantié (1994).

démographique sur les dynamiques agraires quelques précautions méthodologiques s'imposent. En particulier il faut faire attention de ne pas confondre densité de population et pression foncière. En effet si l'on s'intéresse à la pression foncière, c'est-à-dire à la densité de population agricole par surface agricole utile (SAU), il faut tenir compte de la part de la surface totale qui est effectivement cultivable. Ainsi au Sahel, cette part peut aller de 95% en milieu sableux à moins de 40% en milieu cuirassé. Il faut également tenir compte des migrations qui sont importantes dans les PED et qui peuvent majorer ou minorer le croît naturel de la population d'une région suivant que dominent les arrivées de populations allochtones ou l'émigration de populations autochtones. Enfin, dans la population rurale totale, il faut distinguer la population qui vit principalement de l'exploitation agricole des terres de celle qui exerce des activités rurales non agricoles (commerce, services divers) et qui ne contribue pas directement à la pression foncière.

Par ailleurs, il faut garder à l'esprit que la notion de saturation foncière, à laquelle il est fait souvent mention pour caractériser la situation de nombreuses régions des PED, est une notion éminemment relative. En effet, le seuil de saturation d'un espace agricole dépend des moyens et des modes d'exploitation adoptés par les agriculteurs. Ainsi en système de défriche-brûlis, l'espace peut être saturé avec moins de 20 hab./km², alors que le même espace cultivé en rizière (si les conditions le permettent) pourra supporter une densité de population dix à vingt fois plus forte.

Pour analyser, dans les pays préindustriels, c'est-à-dire dans la plupart des PED, les conséquences de la pression foncière sur les dynamiques agraires et les modes d'exploitation agricole de l'espace, deux thèses sont habituellement sollicitées, celle de Malthus et celle de Boserup (Tiffen, 1995).

Partant du postulat que la population croît de façon géométrique alors que la production agricole ne croît que de façon arithmétique, la thèse de Malthus considère qu'à terme, la croissance de la population d'une région entraîne une surexploitation du milieu, la dégradation de la fertilité des terres et donc une baisse de production, cause de famines qui vont par "feed back" rétablir l'équilibre entre la population et les capacités de production agricole de la région considérée.

La thèse de Boserup prend l'exact contre-pied de celle de Malthus. Elle considère que l'évolution de la population rurale est une variable indépendante de l'augmentation de la production et que la croissance démographique est un des facteurs importants du développement agricole et de l'intensification.

Le travail de Matty Demont sur l'évolution des systèmes de production dans le nord de la Côte d'Ivoire a mis à l'épreuve du terrain ces deux théories. La communication qu'il présente montre que, dans sa zone

d'étude, c'est incontestablement la thèse de Boserup qui rend le mieux compte des dynamiques agraires observées ; mais lorsqu'on élargit le cadre de référence, on s'aperçoit que si certains terrains relèvent de la logique boserupienne, d'autres en revanche connaissent une évolution plus conforme à la thèse malthusienne. Ainsi les études faites au nord-Nigéria par Michael Mortimore ou celles qu'il a effectuées avec Mary Tiffen et Francis Gichuki dans le district de Machakos au Kenya rapportées dans l'ouvrage au titre très explicite : "*More people, less erosion*", (Tiffen et al., 1994) illustrent de façon très convaincante la thèse de Boserup. A l'inverse, les travaux du géographe Marchal au Yatenga (Burkina Faso) (Marchal, 1983) vont dans le sens de la thèse malthusienne à ceci près que la sanction du processus de dégradation des terres entraînée par la croissance démographique n'est plus la famine, mais la migration vers les régions sud-ouest du pays moins peuplées.

Notons au passage que cette logique malthusienne est sous-jacente à de nombreux discours concernant la situation agricole en Afrique sub-saharienne, en particulier dans les media alors qu'elle est loin de rendre compte de la diversité des situations. Pourquoi l'option pessimiste est-elle privilégiée ? Est-ce par conformisme intellectuel ou pour espérer, en jouant les Cassandra, être mieux écouté ?

Pour tous ceux qui sont engagés dans des opérations de développement rural, il est important d'évaluer à partir des études de terrain qu'elle est celle de ces deux thèses qui paraît la plus conforme à la réalité. Comme on l'a vu précédemment, suivant les terrains auxquels on a affaire, une thèse paraît plus appropriée que l'autre pour expliquer les situations observées à un moment donné.

Mais si l'on adopte un point de vue plus diachronique dans l'étude des conséquences de la pression foncière sur les dynamiques agraires on peut se demander si, au lieu d'opposer la thèse de Boserup à celle de Malthus, il ne conviendrait pas plutôt de les associer, ou plus précisément de les solliciter successivement afin d'analyser l'évolution des sociétés rurales des PED en terme de "transition agraire". En effet, dans un premier temps, quand une société rurale est confrontée à une croissance démographique quasi exponentielle comme cela a été le cas au xx^e siècle dans beaucoup de régions du Sud, cette société, faute de temps pour s'adapter aux nouvelles conditions de production, va continuer à pratiquer les systèmes de production qu'elle connaissait auparavant. Comme ces systèmes s'avèrent généralement inadaptés aux nouvelles conditions de production, on entre alors dans un processus de type malthusien : dégradation du milieu, baisse de productivité des terres, famine, exode. Mais dans un certain nombre de situations, on s'aperçoit qu'au bout d'un temps plus ou moins long, les sociétés rurales réagissent et changent leur façon de gérer leur territoire.

re et les ressources naturelles qui s'y trouvent.

Les dynamiques agraires relèvent alors plus d'un processus bosserupien comme nous avons pu l'observer à Maradi au Niger (Joet *et al.*, 1998) et comme l'a clairement montré Mortimore au nord-Nigeria et au Kenya (Tiffen *et al.*, 1994). C'est ce changement de comportement vis-à-vis de l'exploitation des ressources du milieu qui caractérise ce que l'on peut appeler, par analogie avec la transition démographique, la transition agraire.

Je pense que les agronomes, et d'une façon générale les développeurs, auraient tout intérêt à approfondir cette idée de transition agraire, car c'est un processus que l'on peut observer dans de nombreuses régions des PED (sud du Mali, bassin arachidier du Sénégal, nord-Cameroun, etc.). Dans ces régions, contribuer au développement rural, c'est peut-être favoriser tout ce qui peut hâter cette transition.

L'autre enseignement à tirer de cette façon de concevoir l'évolution des sociétés rurales, est de ne pas se focaliser sur une période particulière de leur histoire, au cours de laquelle on observe une dégradation du milieu. Demain, ces sociétés peuvent réagir et adopter de nouveaux modes de gestion de leur milieu. Cela revient à privilégier une approche historique de leurs systèmes agraires.

Le deuxième grand facteur d'évolution des systèmes agraires dans les PED a été l'ouverture de ces pays à l'économie de marché qui a entraîné le développement de la monétarisation des échanges.

L'administration coloniale avait pressenti le rôle de ce facteur, en instituant l'impôt de capitation qui obligeait les populations indigènes à pratiquer des cultures de rente afin de se procurer des revenus monétaires leur permettant de payer l'impôt¹. Par la suite, le développement de ces cultures de rente (coton, arachide, café, cacao, etc.) a précipité cette évolution, notamment en Afrique sub-saharienne. Celle-ci a eu des effets importants et variés, parmi lesquels je citerais quelques exemples.

Au delà des transformations des systèmes techniques de production qui intéressent plus particulièrement les agronomes, cette monétarisation des échanges a eu un impact très sensible sur les rapports sociaux au sein de ces sociétés, et cela à différents niveaux. Tout d'abord, cette monétarisation a modifié l'organisation et le fonctionnement des unités familiales. En effet, l'introduction des cultures de rente, en particulier sur les parcelles individuelles des dépendants (les femmes et les cadets), leur a permis d'accéder à des revenus monétaires et donc à une certaine indépendance écono-

mique vis-à-vis des aînés et chefs de famille auxquels ils étaient, auparavant, fortement assujettis. Cette perte d'autorité des aînés a contribué à accélérer une évolution qui ne date pas d'aujourd'hui, à savoir la division des familles élargies : on s'achemine progressivement dans ces régions vers des familles de type nucléaire comparables à celles que l'on peut trouver dans les pays industrialisés. Cette évolution peut avoir des conséquences importantes car les familles élargies étaient probablement mieux armées que des familles restreintes pour surmonter un certain nombre de handicaps et d'aléas climatiques, économiques ou liés à la maladie.

Ce développement des échanges marchands a eu aussi des conséquences sur les rapports sociaux au niveau des communautés villageoises, notamment en ce qui concerne les échanges de travail mais plus encore les échanges de terre. Ces changements dans la gestion de la terre constituent une thématique de recherche de première importance, notamment en Afrique sub-saharienne, car on peut formuler l'hypothèse selon laquelle la monétarisation du foncier est un phénomène qui va avoir des effets considérables sur les dynamiques agraires (Leroy *et al.*, 1997). Pour simplifier, on peut dire que jusqu'à une date récente, dans beaucoup de communautés rurales, la terre appartenait aux familles et aux lignages qui l'avaient défrichée en premier. Le "droit de hache" fondait la propriété même si par la suite, les familles fondatrices acceptaient d'accueillir de nouvelles familles et leur donnaient une partie de leurs terres, sans contrepartie financière, afin de renforcer le noyau de peuplement initial. Avec la monétarisation de la terre, on assiste à une modification assez radicale de la façon dont est géré ce facteur de production tout à fait essentiel pour l'agriculture. On peut penser que cette monétarisation de la terre va accentuer les disparités au sein des villages, altérer les liens de solidarité et conduire à une prolétarianisation d'une partie de la population.

On peut aussi se demander si les interdits qui frappaient ou frappent encore la vente de terre dans de nombreuses sociétés africaines (les paysans étant, suivant l'adage bien connu, de simples usufruitiers d'une terre que leur ont léguée leurs ancêtres afin de la transmettre à leurs descendants) ne sont pas à interpréter comme la manifestation de la volonté de ces sociétés de privilégier le lien social au détriment de l'accumulation matérielle, génératrice d'inégalités. En d'autres termes, la signification culturelle et politique des modes traditionnels d'appropriation et de répartition de la terre paraît prédominante par rapport à leur signification économique.

C'est pourquoi il faut être très attentif aux évolutions de la gestion du foncier consécutif à la monétarisation de la terre, aussi bien la monétarisation de la location qui remplace le prêt de terre que la monétarisation de l'acquisition de terre.

¹ Il est intéressant de noter qu'une politique similaire a été adoptée par l'administration coloniale du Zimbabwe. L'imposition des populations de la vallée du Zambèze les a conduites à aller travailler comme ouvriers agricoles dans les fermes commerciales des blancs sur les plateaux (cf. communication de S. Aubin)

Ce thème est d'autant plus important que les effets de la monétarisation de terre sur les rapports sociaux sont sensiblement différents suivant que l'on a affaire à des populations autochtones, relativement homogènes, qui arrivent à adapter les règles traditionnelles à cette évolution générale du foncier, ou à des sociétés composites au sein desquelles cohabitent des autochtones et des allochtones. Dans ce cas, on note que chacune des populations a tendance à se référer à une réglementation particulière concernant l'accès au foncier. Les autochtones vont se référer à la réglementation coutumière afin de préserver leurs droits traditionnels sur la terre alors que les allochtones vont invoquer les réglementations modernes édictées par les Etats, comme la loi du domaine national au Sénégal, pour revendiquer des terres qui, de leur point de vue, ne sont pas mises en valeur alors qu'elles constituent pour les autochtones des jachères longues¹.

Même s'ils nous paraissent les plus importants, la croissance démographique et la monétarisation des échanges ne sont pas les seuls facteurs des dynamiques agraires dans les PED.

Parmi les autres facteurs, on peut citer la capitalisation de la rente de fertilité que procure le défrichement d'une forêt. C'est un puissant facteur d'évolution des systèmes agraires là où l'occupation des terres est encore peu développée, comme en Amazonie, en Indonésie ou en Afrique centrale. Cette captation de la rente forestière est le moteur des fronts pionniers que l'on observe dans ces régions et la cause principale de la disparition de la forêt. Cette dynamique agraire pose des problèmes difficiles à résoudre aux agronomes et aux *développeurs* qui cherchent à mettre en place des systèmes de culture alternatifs, fixés et durables. En effet, la plupart de ces systèmes ont bien du mal à assurer une productivité du travail et un bénéfice économique comparables à ceux des systèmes basés sur la défriche de la forêt. La communication d'Aquiles Simoes sur l'Amazonie brésilienne offre une bonne illustration de ce type de situation.

Les législations et réglementations promulguées par les Etats en matière de politique agricole constituent également un facteur important d'évolution des systèmes agraires. L'étude historique de l'évolution agraire de la vallée du Zambèze au Zimbabwe, faite par Stéphanie Aubin, montre combien les législations imposées par le haut, par le pouvoir central qui, de surcroît, était un pouvoir de type colonial, pouvaient avoir des effets pervers et perturber profondément et durablement le fonctionnement des sociétés traditionnelles, notamment dans leurs rapports avec la nature et la gestion des ressources naturelles.

Après avoir évoqué un certain nombre de facteurs d'é-

volution des dynamiques agraires, je voudrais revenir à la question de départ : pourquoi est-il important de bien comprendre ces dynamiques agraires lorsqu'on s'intéresse au développement rural ? Tout simplement parce que si l'on veut faire du développement intelligent, il faut mettre en cohérence ces dynamiques avec les propositions qu'on sera amené à faire aux agriculteurs et à négocier avec eux. C'est le manque de cohérence qui explique l'échec de beaucoup de projets de développement.

Dans cette recherche de cohérence, le recours à la théorie de Boserup peut être d'une réelle utilité. Certes on peut contester le caractère un peu mécaniste et simplificateur de la relation qu'elle établit entre intensification agricole et augmentation de la population rurale. En effet, cette relation n'est pas toujours vérifiée. Ceci étant, comme les grandes thèses, celle de Boserup démontre ce qui l'on considère *a posteriori* comme l'évidence. L'intensification agricole, comme on le sait, correspond à un investissement en travail et/ou en capital par unité de surface cultivée. Dans les pays développés cette intensification se fait surtout par l'investissement en capital. Dans les sociétés préindustrielles, cadre dans lequel se place Boserup (ce que ses contempteurs ont tendance à oublier), c'est essentiellement l'investissement en travail qui va permettre l'intensification. Il est donc assez logique que cette intensification ne puisse avoir lieu que lorsqu'il y a suffisamment de bras pour travailler la terre.

Cette intensification est-elle automatique dès lors que la population s'accroît ? Certainement pas, la densité de population étant un facteur nécessaire mais pas suffisant.

Par contre, ce qui se vérifie sur le terrain, dans les agricultures préindustrielles des pays du Sud, c'est que l'intensification agricole n'a pratiquement jamais lieu là où la densité de population rurale est faible. Or beaucoup de projets proposent des actions d'intensification dans des situations où il est clair que les populations locales n'ont aucune propension à l'intensification. L'exemple des projets de mise en valeur des bas-fonds en Guinée Conakry est très significatif à cet égard. Là où il y a une certaine pression foncière et où les bas-fonds ont commencé à être exploités par les agriculteurs, ceux-ci sont prêts à participer à des projets d'aménagement et de mise en valeur de ces bas-fonds. Par contre, là où la pression foncière est faible, les populations continuent à préférer exploiter les terres de plateau avec des systèmes de défriche-brûlis et à pratiquer la chasse et des activités de cueillette plutôt que descendre cultiver les bas-fonds. Aussi il apparaît important de bien situer, dans les zones d'intervention des projets, à quel stade agraire on se situe afin que les propositions de développement que l'on sera amené à faire soient cohérentes avec ce stade.

L'idée paraît séduisante, mais lorsqu'on veut la mettre en pratique sur le terrain, on est souvent confronté au

¹ Voir à ce sujet la communication de Sylvie Fanchette et celle de P. Ndiaye, A. Ba et J. Boulet au séminaire international qui s'est tenu à Dakar en avril 1999 sur le thème "La jachère en Afrique tropicale" (IRD-CORAF).

fait que l'exploitation agricole des milieux, à l'échelle de la zone d'intervention d'un projet, est loin d'être homogène. Dans la même région, on observe souvent différents modes d'exploitation et différents niveaux d'intensification. Ainsi au Fouta-Djalon (Guinée), on peut trouver dans le même village des agriculteurs qui pratiquent la défriche-brûlis, à côté de femmes qui cultivent des *tapades*, petites parcelles closes totalement "artificialisées" nécessitant un investissement en travail considérable et qui correspondent à des situations d'intensification extrême (Maringue, 1992).

Cette situation où se côtoient l'intensif et l'extensif est loin d'être unique. On la retrouve dans de nombreuses régions des PED et son analyse est toujours riche d'enseignement.

Les causes de cette coexistence sont multiples. Elle peut être due à un accès différencié au foncier entre les hommes et les femmes comme c'est le cas au Fouta-Djalon, ou entre autochtones et allochtones comme dans l'ouest du Burkina. Elle peut être due à la distance qui induit des coûts d'exploitation supplémentaires, ce qui conduit les agriculteurs à pratiquer des systèmes intensifs sur les champs proches et des systèmes extensifs sur les champs éloignés (Beavogui & Ducros, 1996). Il y a d'autres raisons qui peuvent être liées à une stratégie anti-aléatoire combinant l'extensif et l'intensif.

On voit donc qu'il est parfois difficile de référencer une situation locale par rapport à un stade agraire bien précis quand coexistent des modes d'exploitation différents. Cette hétérogénéité d'exploitation que l'on constate à l'échelle locale est encore plus fréquente à l'échelle régionale. Dans des régions comme celle du Yatenga (Burkina-Faso) ou de Maradi (Niger), à proximité des villes et le long des axes de circulation, les densités de population sont élevées et les systèmes de production différents de ceux pratiqués dans les zones plus enclavées.

Cette hétérogénéité de la densité de peuplement est une caractéristique propre à de nombreuses régions d'Afrique car aux raisons déjà invoquées de proximité des villes et des routes, s'ajoutent l'effet des endémies (onchocercose dans la vallée des Volta ; mouche Tsé-tsé dans la vallée du Zambèze) ainsi que l'effet de l'insécurité due à la traite et aux guerres tribales qui dans le passé ont pu vider certains territoires en même temps qu'elle provoquent un regroupement de popu-

lations comme on le constate dans la région du Zou au Bénin. La conséquence de cette hétérogénéité de densité de population est la coexistence, à l'échelle régionale, de systèmes de production très contrastés. Mais à cette diversité géographique des systèmes de production on peut, généralement, faire correspondre des stades successifs d'occupation et d'exploitation de l'espace qui peuvent aller de la défriche-brûlis dans les zones de front pionnier à des systèmes fixés de culture continue sans jachère, comme ce que l'on observe dans la région de Maradi au Niger.

En procédant de la sorte, on met la synchronie au service de la diachronie, l'analyse géographique de la diversité régionale des modes d'exploitation du territoire au service de la reconstitution des différentes étapes historiques de l'occupation et de l'exploitation de ce territoire (Jouve & Tallec, 1994).

Ainsi l'hétérogénéité des modes d'exploitation du territoire, qui peut paraître à première vue une difficulté pour l'étude des dynamiques agraires d'une région, devient au contraire, en adoptant cette méthode, une aide pour l'étude de ces dynamiques.

En conclusion, même si l'analyse des dynamiques agraires n'est pas toujours évidente, elle me paraît être absolument nécessaire pour améliorer l'efficacité des projets de développement rural. En effet, en visitant plusieurs de ces projets à l'occasion de l'encadrement de travaux d'étudiants, je suis souvent frappé par la cécité de ces projets par rapport aux situations dans lesquelles ils se trouvent et qu'ils ont mission de transformer, cécité concernant aussi bien la diversité régionale des systèmes de production que les stades de l'évolution agraire des zones dans lesquelles ils interviennent.

Une réflexion en terme de dynamique agraire paraît donc indispensable pour élaborer des stratégies de développement qui aient quelque chance de rencontrer l'assentiment des populations et de susciter cette "participation" tant recherchée par les opérateurs de développement. C'est une des options de base du CNEARC que de former des cadres ayant cette capacité d'accompagner les dynamiques de développement et c'est cette démarche que nous nous efforçons de promouvoir à travers un certain nombre d'études et de recherches de terrain dont certaines sont présentées dans ce séminaire.

Références

- Beavogui F., Ducros C. (1996). Contribution à l'étude du système agraire de l'arrondissement de Mayahi (Niger) par l'analyse des agrosystèmes villageois. In : *Gestion des terrains et des ressources naturelles*, P. Jouve (eds.), Ed. CNEARC Montpellier. 63-75.
- Fanchette S. (1999). Communication au Séminaire international "La jachère en Afrique tropicale" IRD, CORAF, Dakar (Sénégal), avril 1999. *Actes à paraître*.
- Gendreau F., Gubry P., Veron J. (1996). *Populations et environnement dans les pays du Sud*. CEPED. Ed. Karthala.
- Joet A., Jouve P., Banoïn M. (1998). " Le défrichement amélioré au Sahel. Une pratique agroforestière adoptée par les paysans ". *Bois et forêts des tropiques*, 225 (1) : 31-43.
- Jouve P., Tallec M. (1994). " Une méthode d'étude des systèmes agraires par l'analyse de la diversité et de la dynamique des agro-systèmes villageois ". *Cahier de la Recherche Développement* n°39 : 43-59.
- Leroy E., Karsenty A., Bertrand A. (1997). *La sécurisation foncière en Afrique ; pour une gestion viable des ressources renouvelables*. Paris, Ed. Karthala. 338 p.
- Marchal J.Y. (1983). *Yatenga, nord Haute-Volta : la dynamique d'un espace rural soudano-sahélien*. Éd. Orstom.
- Maringue V. (1992). Étude de la diversité des agrosystèmes villageois dans le Fouta-Djalon (Rép. de Guinée). Mémoire ESAT-CNEARC Montpellier.
- Milleville P., Serpantié G. (1994). " Dynamiques agraires et problématique de l'intensification de l'agriculture en Afrique soudano-sahélienne ". *C.R. Acad. Agri.* 80 (8) : 149-161.
- Ndiaye P., Ba A., Boulet J. (1999). Communication au Séminaire international "La jachère en Afrique tropicale" IRD, CORAF, Dakar (Sénégal), avril 1999. *Actes à paraître*.
- Tiffen M. (1995). " Population Density, Economic Growth and Societies in transition : Boserup reconsidered in a Kenyan case-study ". *Development and change*, 26. Institute of Social Studies Oxford : 31-36
- Tiffen N., Mortimore M., Gichuki F. (1994). *More people less erosion. Environmental recovery in Kenya*. Ed. Willey (England.).